

# Sabrina Rahmani, militante écologiste: «Il est temps de nous organiser pour la défense de l'environnement et la promotion du développement durable»

*Sabrina Rahmani est médecin spécialiste. Hors de sa profession, elle se distingue par son implication dans la vie associative Elle se singularise aussi par son fervent engagement pour la préservation de l'environnement en Algérie et la sensibilisation contre les dangers de l'utilisation dans notre pays des énergies non conventionnelles. Elle appelle à un moratoire pour les gaz de schistes et un débat national sur la politique économique et énergétique en Algérie.*

*Reporters : Dans une contribution récente à Maghreb Emergent, vous avez appelé à un moratoire sur l'exploitation des gaz de schistes. Vous vous adressez aussi bien au chef de l'Etat, à son Premier ministre qu'aux parlementaires. Pourquoi?*

**Sabrina Rahmani :** Pour de multiples raisons ! La technique actuelle d'extraction des schistes par fracturation hydraulique utilise des quantités gigantesques d'eau – 20 millions de mètres cubes par puits de fracturation – et des cocktails de produits chimiques «détonants», extrêmement nuisibles pour l'environnement, la santé et les ressources en eau si précieuses dans un pays déjà en stress hydrique. Il s'agit, donc, d'une question trop lourde de conséquences sur l'avenir de l'Algérie pour qu'elle ne soit traitée que dans les seuls bureaux du gouvernement et sans concertation. Tous les signaux, dans les pays qui ont fait l'expérience des gaz de schistes et en premier lieu les USA, sont au rouge et trop d'interrogations persistent sur la pertinence économique d'y avoir recours. L'empressement du gouvernement d'aller vers les gaz de schistes nous semble être une véritable fuite en avant. Au vu des conclusions unanimes de nos experts et des experts dans le monde, il ne nous semble que ce soit la bonne stratégie à suivre.

*Le plus à craindre, selon vous, c'est donc l'impact environnemental ?*

Oui, et quitte à le répéter une énième fois, le recours à ce type d'énergie non conventionnelle est très dangereux pour l'environnement, la santé et les ressources en eau. Par ailleurs, sa rentabilité en termes de technique d'exploration et d'exploitation est très discutable dans la mesure où les coûts sur l'environnement ne sont pas inclus à ce jour et restent évidemment à la charge des pays qui prennent le risque de l'utiliser. Contrairement à ce que l'on dit, les gaz et pétrole de schistes aux Etats-Unis font aujourd'hui l'effet d'un mirage, dont beaucoup reviennent. Un géant mondial du secteur comme Total s'en est complètement désengagé aux Etats-Unis. Et il faut se donner la peine de lire les conclusions d'organismes sérieux indépendants ou même d'Etat sur la question. Le rapport de l'Agence chimie et toxicologie France sur le danger des gaz de schistes est un document très didactique que je conseillerai à tout le monde de le lire.

*Les projets d'exploration et d'exploitation des gaz et pétrole de schistes, affirme le gouvernement, seront concrétisés dans des zones et des territoires où le risque écologique ne sera pas important parce qu'il s'agit de zones désertiques et loin de tout peuplement. Qu'en pensez-vous ?*

Il s'agira de sacrifier la nappe albienne, d'injecter en profondeur des boues toxiques ou de les laisser à l'air libre dans des bacs de décantation, d'aggraver l'effet de serre, d'apporter des nuisances à l'équilibre des populations locales. Après les hydrocarbures, notre seule richesse sera cette eau qui d'ores et déjà peut servir à développer une nouvelle économie non rentière qui tiendrait compte du développement durable des populations locales du Sud. Elles manifestent, à juste titre, de plus en plus leur mécontentement à être exclues de décisions qui les impliquent.

***L'argument développé contre les militants écologistes est qu'ils ne tiennent pas compte de l'impératif économique et font dans l'utopie environnementale. Entre écologie et nécessité d'assurer la sécurité économique d'un pays, il n'y a pas photo, disent leurs détracteurs. Que pensez-vous de cette façon qu'ont les défenseurs des énergies non conventionnelles à défendre leurs arguments ?***

L'environnement, c'est aussi de l'économie, du patrimoine et du capital à préserver pour nous autres et les générations à venir. Ce n'est donc pas une utopie que de parler de la protection et de la préservation de notre milieu. Mais nous ne sommes pas sur ce terrain uniquement. En appelant à un moratoire sur les schistes, nous voulons aussi un débat national sur l'avenir économique et énergétique du pays. Il s'agit d'expliquer aux Algériens certaines réalités : que l'Algérie va être en « stress énergétique » en raison d'une mauvaise gestion de ces ressources fossiles et en raison d'une augmentation effrénée de ses besoins en énergie, que notre richesse est factice, puisque nous consommons comme des riches, alors que nous ne produisons rien, que la prospérité future de l'Algérie ne pourra plus dépendre des hydrocarbures uniquement, mais d'une économie nouvelle, productive et compétitive, que le prix de l'énergie va et doit augmenter, que la « rente providence » ne peut plus perdurer et qu'il faut rétablir « la valeur effort ». Qu'il est impératif de prendre conscience que nous devons changer notre mode de consommation pour préserver nos ressources. Que la sécurité économique de l'Algérie, c'est de sortir de la dépendance de la rente énergétique. Ce ne sont donc pas des préoccupations uniquement d'écologistes que nous avons. Se sont impliqués dans le débat, des scientifiques, des membres de la société civile, dont je fais partie, soucieux et inquiets, de voir avec quelle légèreté l'avenir de l'Algérie peut être joué.

***Au-delà de cet argument, ce qui est reproché aux militants pro-environnement, c'est leur absence de visibilité et d'audience dans notre pays. Pourquoi sont-ils si peu écoutés. Manque d'action ou manque de crédibilité ?***

Manque d'action certainement, manque de visibilité aussi, mais pas par manque de crédibilité. Ces militants sont peu écoutés, car en vérité, nous n'avons aucune culture citoyenne de la chose environnementale. C'est donc un problème d'éducation et de sensibilisation à la base qui débute au sein de la cellule familiale puis devrait se continuer à l'école. Sur un terrain politique concret, malgré la forte mobilisation sur le sujet et malgré les arguments irréfutables apportés, nos décideurs sont restés hermétiques au sujet. Il se pose alors la question de la formation et de la sensibilité de ceux qui nous représentent et de ceux qui décident pour nous, surtout que beaucoup d'associations rencontrent des difficultés après la mise en application de la nouvelle loi sur les associations.

***Certes, la question de la sensibilisation de l'opinion aux questions écologiques est importante, encore faut-il que l'on ait un tissu associatif assez important et surtout crédible. Pourquoi nous ne l'avons pas jusqu'à présent ?***

Il n'y a pas que ça que nous n'avons pas ! Et il n'y a pas que la question des schistes pour se mobiliser ou s'indigner. L'enjeu est sociétal ! Une étude du CNES a mis en évidence que nous avons un engagement associatif des plus faibles. C'est là un point important à débattre et il n'est jamais tard pour le faire. Surtout que beaucoup d'associations rencontrent des difficultés après la mise en application de la nouvelle loi sur les associations. Pour ce qui nous concerne, la préoccupation environnementale ne doit pas être conjoncturelle. Ce que je constate dans un premier temps, et avec une réjouissance certaine, est de voir que beaucoup de gens au gouvernement et ailleurs sont déstabilisés de voir les Algériens, hors « experts conventionnels », s'emparer d'un sujet aussi technique et aussi exclusif et de le démocratiser. Dans un deuxième temps, il faut maintenant que la décision politique dans ce sens soit affirmée, il faut que les partis politiques s'éveillent à cette question, que les associations aient les moyens de le faire... Beaucoup prennent le train en marche, alors que c'était pendant longtemps le dernier de leurs soucis. Il est temps que nous nous organisions pour la défense de l'environnement et la promotion du développement durable.

***Si l'on devait vous demander de présenter des alternatives aux énergies non conventionnelles pour « faire tourner le pays », lesquelles proposez-vous et pourquoi ?***

Ce que je peux vous dire, c'est que le passage au mix énergétique est une nécessité et que nous devons intégrer dans notre quotidien la culture de l'économie d'énergie. Repenser notre mode de consommation domestique, notre façon de construire, ainsi que le choix des produits surpuissants énergivores (climatiseurs, chauffages électriques...). Des pays voisins ont plus de 20 ans d'avance sur nous dans l'intégration des énergies renouvelables dans la vie quotidienne des citoyens, essentiellement dans l'habitat individuel et semi-collectif. Autre exemple, durant le premier trimestre 2013, 70% de l'électricité consommée au Portugal a été d'origine renouvelable selon Redes Energéticas Nacionais (REN), le réseau de transport de l'électricité portugais.